

Arnout Geeraert, chercheur à la KU Leuven «Sans bonne gouvernance, le sport s'expose à toutes les dérives»

LES PHRASES CLÉS

«Le déficit de transparence et de démocratie au sein des fédérations a eu pour résultat des structures très faibles et donc très perméables aux pressions politiques et commerciales.»

«J'ai développé un outil de benchmarking afin d'évaluer le degré de bonne gouvernance au sein des fédérations. Sur les 35 fédérations olympiques, 26 obtiennent un score inférieur à 50%.»

«Vu sa puissance, la FIFA devrait être irréprochable et afficher un score de 100%.»

«On connaît l'engouement en Asie pour les paris sportifs. Toutes les disciplines sportives à tous les niveaux sont concernées. C'est un des plus gros défis pour les fédérations sportives et les pouvoirs publics dans les prochaines années.»

INTERVIEW

JEAN-PAUL BOMBAERTS

L'attribution de la Coupe du Monde 2022 au Qatar, le dopage d'Etat dans l'athlétisme russe, l'affaire Armstrong: autant de cas qui illustrent à quel point le sport de haut niveau est gangrené par l'argent, la politique et les conflits d'intérêts. Ce mardi, Transparency International organise une soirée-débat à Bruxelles sur ces questions. Parmi les participants, il y a Arnout Geeraert, chercheur à la KU Leuven, qui étudie depuis longtemps la gouvernance dans le sport professionnel. En octobre 2015, il a publié un rapport («Sports governance observer») où il développe des critères permettant de mesurer et de comparer les méthodes de gouvernance. Tout récemment, il a publié un ouvrage («The EU in international sports governance») qui examine les rapports entre les institutions européennes et la Fifa et l'UEFA. Il fait le point sur les problèmes qui minent le sport et sur les solutions à y apporter.

Lors du scandale de corruption à la Fifa en 2015, les autorités européennes ne se sont pas montrées très proactives. Pourquoi?
Il faut savoir que 75% des fédérations olympiques ont leur siège en Suisse et sont dès lors soumises au droit helvétique. Difficile dans ces conditions pour l'Union européenne d'intervenir dans de telles affaires. Ce qui ne veut pas dire qu'elle n'en a pas la possibilité. L'arrêt Bosman de 1995, qui réglemente les transferts de joueurs de football, en est le meilleur exemple. Depuis lors, les fédérations sportives redoutent l'impact des règles européennes et elles veillent à entretenir de bonnes relations avec les instances européennes. L'Union peut utiliser cette préoccupation des fédérations comme levier. Il reste que les Etats membres ne s'inscrivent pas toujours dans la même dynamique.

Pourquoi?

Le sport est souvent considéré comme un domaine sensible car il renvoie à des traditions nationales. De plus, certaines fédérations nationales entretiennent des liens étroits avec le monde politique. C'est le cas

en Espagne par exemple. Les pays scandinaves, en revanche, sont demandeurs d'une implication accrue de l'Union européenne pour une meilleure gouvernance dans le sport de haut niveau.

La situation est-elle différente aux Etats-Unis?

Les sports les plus populaires aux Etats-Unis sont très nationaux. Mais à mesure que de nouveaux sports font leur entrée sur le territoire américain, comme le football par exemple, les autorités commencent à s'intéresser à ces dossiers. Or les Etats-Unis se comportent depuis longtemps en gendarmes de la planète, s'accordant des compétences extraterritoriales. On l'a vu dans des affaires de fraude fiscale notamment.

Les fédérations sportives ont leurs règles. Peut-on juridiquement cautionner cela? Le politique ne peut-il pas intervenir au nom de l'intérêt général?

Les fédérations sportives sont des organisations privées qui sont très jalouses de leur autonomie. N'oublions pas que le sport moderne est né en Grande-Bretagne au XIX^e siècle où il s'est organisé en toute liberté par rapport à l'Etat. Cette mentalité est profondément enracinée. Mais il serait hypocrite de considérer que sport et politique n'ont rien à voir. Le politique se mêle très souvent de sport, même si c'est le plus souvent par la voie officielle. Un exemple: l'ancien président de la fédération athlétique IAAF, La-

mine Diack, entretient des liens étroits avec Vladimir Poutine. Autre exemple: le ministre russe des sports, Vitali Moutko, siège au comité exécutif de la Fifa. Le sport n'est plus une activité purement culturelle. C'est aussi un moyen de se donner du prestige national.

Faut-il dès lors séparer sport et politique?

Oui et non. D'un côté, le sport n'est pas assez affranchi par rapport au politique dont l'influence ne répond pas toujours à des considérations très éthiques, c'est le moins que l'on puisse dire. Par contre, le politique doit demander aux fédérations de se justifier par rapport à certains critères de bonne gouvernance. Ce n'est pas enfreindre leur autonomie. Mes travaux montrent que le déficit de transparence et de démocratie au sein des fédérations a eu pour résultat des structures très faibles et donc très perméables aux pressions politiques et commerciales.

Quelles réformes préconisez-vous?

Dans notre rapport de 2015, j'ai développé un outil de benchmarking afin d'évaluer le degré de bonne gouvernance au sein des fédérations. Sur les 35 fédérations olympiques, 26 obtiennent un score inférieur à 50%. Pour y remédier, je propose trois choses. Un: il faut plus de contrôles externes afin de réduire le risque de comportements non éthiques. Deux: il faut plus de démocratie. En impliquant les athlètes par exemple, on accroît le contrôle sur les instances dirigeantes des fédérations. Trois enfin, il faut plus de contrôle interne, par exemple sur les dépenses. Ces principes élémentaires ont fait

leurs preuves et sont appliqués dans beaucoup de secteurs.

Quels sont les meilleurs et les moins bons élèves de la classe?

En appliquant les critères que nous avons développés, les meilleurs élèves sont la fédération équestre, la Fifa et la fédération de ski.

N'est-ce pas un peu étonnant de retrouver la Fifa aussi bien classée?

La Fifa obtient un score de 68%, très supérieur à la moyenne qui est de 45%. C'est le résultat d'un certain nombre de réformes qui ont été apportées depuis 2011, notamment la mise en place d'un comité éthique qui a permis de sanctionner Sepp Blatter et Michel Platini. Et pourtant, ce score reste faible en regard de l'importance des enjeux dans le football. Vu sa puissance, la Fifa devrait être irréprochable et afficher un score de 100%.

Et qui sont les cancre de la classe?

Selon la méthodologie que nous utilisons, la lanterne rouge revient à la fédération internationale de tir. Juste derrière le golf et le triathlon.

La Formule 1 sort du champ de votre analyse puisque ce n'est pas un sport olympique. On y trouve néanmoins pas mal de situations problématiques.

Je n'ai pas enquêté sur cette discipline, mais je sais que la Commission européenne est in-

tervenue dans le cadre d'un abus de pouvoir de la part de la FIA par rapport à d'autres organisateurs de compétitions automobiles.

Que vous inspire le cas récent d'un match de première division en Belgique entre OHL et Mouscron, dont le résultat semble avoir été truqué?

On connaît l'engouement en Asie pour les paris sportifs. Toutes les disciplines sportives à tous les niveaux sont concernées. C'est un

des plus gros défis pour les fédérations sportives et les pouvoirs publics dans les prochaines années. D'où l'importance pour les fédérations de pouvoir s'appuyer sur des structures solides et sur des pratiques de bonne gouvernance. À défaut, c'est la porte ouverte à toutes les dérives: dopage, matchs truqués, traite des êtres humains, blanchiment d'argent.

CLASSEMENT DES 35 FÉDÉRATIONS OLYMPIQUES SELON LEUR DEGRÉ DE BONNE GOUVERNANCE

